



Mairie d'ORNEX

45, rue de Béjoud

01 210 ORNEX

**Travaux de réhabilitation partielle et de mise en sécurité
de la Grange Dimière**

MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX

**Cahier des Clauses
Administratives Particulières
(C.C.A.P)**

CONTENU

| | |
|--|----|
| ARTICLE PREMIER: OBJET DE LA CONSULTATION – DISPOSITIONS GENERALES | 5 |
| 1.1 – Objet du marché – Emplacements | 5 |
| 1.2 - Décomposition en tranches et lots..... | 5 |
| 1.3 - Maîtrise d'œuvre | 5 |
| 1.3 bis - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier : | 5 |
| 1.4 - Contrôle TECHNIQUE:..... | 5 |
| 1.5 - Coordination pour la sécurité et la protection de la santé | 5 |
| 1.6 - Redressement ou liquidation judiciaire..... | 5 |
| Article 2 : Pièces constitutives du marché | 6 |
| Article 3 : Prix du marché | 6 |
| 3.1 - Caractéristiques des prix..... | 6 |
| 3.2 - Modalités de variation des prix | 7 |
| 3.3 - Répartition des dépenses communes..... | 7 |
| Article 4 : Clauses de financement et de sûreté | 10 |
| 4.1- Garantie financière :..... | 10 |
| 4.2 – Avance : | 11 |
| Article 5 : Modalités de règlement des comptes | 11 |
| 5.1 – Modalités de règlement des comptes et présentation des demandes de paiement..... | 11 |
| 5.2 – Approvisionnements : | 12 |
| 5.3 – Tranches conditionnelles : | 12 |
| 5.4 – Paiement des cotraitants et des sous-traitants :..... | 12 |
| Article 6 : Délai d'exécution – Pénalités et Primes | 13 |
| 6.1 – Délai d'exécution des travaux :..... | 13 |
| 6.2 – Prolongation du délai d'exécution | 13 |
| 6.3 - Pénalités pour retard – Primes d'avance | 14 |
| Article 7 : Caractéristiques des matériaux et produits..... | 15 |
| 7.1 - Provenance, qualité et prise en charge des matériaux et produits | 15 |

| | |
|--|----|
| 7.2 - Vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits..... | 15 |
| Article 8 : Implantation des ouvrages | 15 |
| 8.1 - Piquetage général..... | 15 |
| 8.2 - Piquetage spécial des ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens | 15 |
| Article 9 : Préparation et Coordination des travaux..... | 15 |
| 9.1 - Période de préparation - programme d'exécution des travaux | 15 |
| 9.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier..... | 16 |
| 9.3 - Plan d'assurance qualité :..... | 17 |
| 9.4 - Registre de chantier : | 17 |
| Article 10 : Etudes d'exécution..... | 17 |
| Article 11 : Installation et organisation du chantier | 18 |
| 11.1 - Installations de chantier | 18 |
| 11.2 - Emplacements mis à disposition pour déblais | 18 |
| 11.3 - Signalisation des chantiers : | 18 |
| 11.4 - Application de réglementations spécifiques :..... | 18 |
| Article 12 : Dispositions particulières à l'achèvement du chantier | 18 |
| 12.1 - Gestion des déchets de chantier..... | 18 |
| 12.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux | 19 |
| 12.3 - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux..... | 19 |
| 12.4 - Documents à fournir après exécution | 19 |
| 12.5 - Travaux non prévus | 20 |
| Article 13 : Réception des travaux..... | 20 |
| 13.1 - Dispositions applicables à la réception | 20 |
| 13.2 - Réception partielle et prise de possession anticipée | 21 |
| 13.3 - Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages : | 21 |
| Article 14 : Garanties et assurances..... | 21 |
| 14.1 - Délais de garantie | 21 |
| 14.2 - Garanties particulières : | 21 |
| 14.3 - Assurances | 21 |
| Article 15 : Résiliation du marché | 21 |

ARTICLE PREMIER: OBJET DE LA CONSULTATION – DISPOSITIONS GENERALES

1.1 – OBJET DU MARCHÉ – EMPLACEMENTS

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent les travaux de réhabilitation partielle et de mise en sécurité de la Grange Dimière à Ornex (Ain).

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques.

1.2 - DÉCOMPOSITION EN TRANCHES ET LOTS

Le marché est décomposé en deux lots :

| Lot | Désignation |
|-----|--|
| 1 | MACONNERIE (mise en sécurité bâtiment) |
| 2 | REFECTION CHARPENTE ET COUVERTURE |

1.3 - MAÎTRISE D'ŒUVRE

La maîtrise d'oeuvre est assurée conjointement par :

- **ANNECY STRUCTURES** (bureau structure), qui est mandataire du groupement de maîtrise d'œuvre et qui représentera le maître d'oeuvre.
- **Et TEC LM** (Economiste de la construction).

La mission du maître d'oeuvre est une mission partielle de base dite PRO (étude de projet).

1.3 BIS - ORDONNANCEMENT, PILOTAGE ET COORDINATION DU CHANTIER :

Mission non affectée à ce jour.

1.4 - CONTRÔLE TECHNIQUE:

Mission non affectée à ce jour.

1.5 - COORDINATION POUR LA SÉCURITÉ ET LA PROTECTION DE LA SANTÉ

Mission non affectée à ce jour.

1.6 - REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE

Les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire. Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifiée immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire à aucune indemnité.

ARTICLE 2 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes,
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.),
- Le calendrier détaillé d'exécution, visé à l'article 6 du C.C.A.P.,
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) propre à chaque lot et ses documents annexés,
- Le plan général de coordination sécurité (P.G.C.S.P.S),
- La décomposition du prix global et forfaitaire (D.P.G.F),
- Les plans représentant les ouvrages à exécuter,
- Le mémoire technique.

Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 08 septembre 2009,

Le cahier des clauses spéciales des documents techniques unifiés (CCS-DTU) énumérés à l'annexe 1 de la circulaire du 22 Avril 1986 du Ministre de l'économie, des finances et de la privatisation.

ARTICLE 3 : PRIX DU MARCHÉ

3.1 - CARACTÉRISTIQUES DES PRIX

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par un prix global forfaitaire, pour chacun des lots selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix sont établis en considérant comme incluses toutes les sujétions normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent les travaux telles que visées à l'article 10.1 du CCAG.

☐ En tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

☐ En tenant compte des dépenses communes de chantier mentionnées au présent C.C.A.P.

☐ En tenant compte :

♦ Des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée des différents lots nécessaires à la réalisation des ouvrages,

♦ Les prix sont établis en supposant que l'ensemble des travaux sera réalisé,

♦ de la connaissance par l'entrepreneur des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux : il reconnaît avoir notamment, avant la remise de son offre, pris connaissance du terrain et des abords ainsi que des conditions d'accès et des possibilités de desserte en voirie et réseaux divers et de tous les éléments généraux ou locaux en relation avec l'exécution des travaux,

- ♦ Des contraintes éventuelles d'installation de chantier,
- ♦ De toutes les obligations résultant de l'application des prescriptions de l'ensemble des documents contractuels énumérés ci avant,
- ♦ De la prise en charge par le titulaire des frais de reproduction des pièces marchés et des plans.

L'entrepreneur est également réputé avoir pris connaissance de l'ensemble des documents et connaître toutes les sujétions des autres corps d'état sur son lot.

Les prix englobent tous les frais d'installation de chantier, de fournitures, de main d'œuvre, d'échafaudages, de levage, de manutention, d'échantillonnages, d'essais des ouvrages et de nettoyage du chantier.

La remise d'une offre par l'entrepreneur vaut acceptation et vérification de toutes les indications portées au dossier de consultation.

3.2 – MODALITÉS DE VARIATION DES PRIX

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de OCTOBRE 2018 ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix sont révisés mensuellement par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par la ou les formules suivantes:

| Lot | Formule |
|-----|-------------------------------------|
| 1 | $C_n = 15,00\% + 85,00\% (I_n/I_0)$ |
| 2 | $C_n = 15,00\% + 85,00\% (I_n/I_0)$ |

dans laquelle I_0, I_{10}, \dots, I_n et $I_n, I_{1n}, \dots, I_{nn}$ sont les valeurs prises par l'index de référence I respectivement au mois zéro et au mois n. Z_1, \dots, Z_n étant le pourcentage (%) par rapport à la partie variable.

Les index de référence I, publiés au Moniteur des Travaux Publics ou au Ministère de l'Ecologie du Développement durable, des Transports et du Logement.

Appliqués aux prix:

| Lot | Index | Prix concernés |
|------------|-------|----------------|
| 1 BT 01 | | Tous les prix |
| 2 BT 01 | | Tous les prix |

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune révision avant la variation définitive, laquelle intervient sur le premier acompte du marché suivant la parution de l'index correspondant.

3.3 – RÉPARTITION DES DÉPENSES COMMUNES

Pour l'application de l'article 10.1 du C.C.A.G.-Travaux, les dispositions suivantes seront retenues :

La gestion des dépenses communes est décrite à l'article 10 du CCTPC, en indiquant par nature de prestation, le lot chargé de sa réalisation et sa prise en charge financière (investissement et entretien).

Il est toutefois précisé que :

- Chaque titulaire supporte les frais de l'exécution des trous, scellements, bouchages et raccords qui sont nécessaires à l'exécution des prestations faisant l'objet du lot dont il est titulaire.
- En cas de non respect des exigences de propreté et d'hygiène fixées à l'article 10.2 du CCTPC, le maître d'oeuvre se réserve la possibilité, après simple demande en rendez-vous de chantier non suivie d'effet dans la semaine suivante, de faire intervenir, aux frais des entreprises défailtantes, une entreprise de nettoyage extérieure.

Les dépenses indiquées à l'article 10.4 du CCTPC font l'objet d'une répartition forfaitaire, dans tous les cas où elles n'ont pas été individualisées et mises à la charge d'un titulaire ou d'un groupe de titulaires déterminé.

Le titulaire désigné pour la gestion du compte prorata ou le titulaire du lot principal (désigné le cas échéant à l'article 1.2 du présent CCAP) procède au règlement des dépenses correspondantes, mais il peut demander des avances aux autres titulaires. En fin de chantier, il effectuera la répartition des dites dépenses au prorata du montant des situations cumulées de chaque entreprise.

Dans cette répartition, l'action du maître d'oeuvre se limite à jouer le rôle d'amiable compositeur dans le cas où les titulaires lui demanderaient de faciliter le règlement d'un différend qui se serait élevé entre eux.

Le maître d'ouvrage n'interviendra en aucun cas dans le règlement des différends entre intervenants.

Dépenses d'investissement :

Les dépenses dont la nature est indiquée dans la première colonne du tableau suivant sont réputées rémunérées par les prix du marché conclu par le titulaire du lot indiqué dans la seconde colonne :

| <i>Libellé</i> | <i>Lot</i> |
|--|---------------|
| Etablissement et installation du panneau de chantier | 1 |
| Branchements provisoires d'égout. | 1 |
| Exécution des voies d'accès provisoires et des branchements provisoires d'eau et d'électricité | 1 |
| Etablissement des clôtures et panneaux de chantier établis en conformité avec l'article R 8221-1 du Code du travail. | 1 |
| Installation d'éclairage et de signalisation | SANS OBJET |
| Installations communes de sécurité et d'hygiène. | 1 |
| Installation préchauffage chantier | SANS OBJET |
| Installations de gardiennage. | SANS OBJET |

| | |
|---|---------------|
| Installation du téléphone. | SANS OBJET |
| Réseau provisoire intérieur d'eau, y compris son raccordement. | 1 |
| Evacuation provisoire des eaux pluviales reçues par les bâtiments | SANS OBJET |
| Réseau provisoire intérieur d'électricité, y compris son raccordement | SANS OBJET |
| Installation de téléphone | SANS OBJET |

Chaque titulaire supporte les frais de l'exécution des trous, scellements, bouchages et raccords qui sont nécessaires à l'exécution des prestations faisant l'objet du lot dont il est titulaire.

Dépenses d'entretien

Les dépenses d'entretien des installations indiquées ci-dessous sont réputées rémunérées par les prix du lot correspondant, étant précisé qu'incombe à chaque lot :

- les charges temporaires de voirie et de police + frais de gardiennage + fermetures provisoires des bâtiments

Pour le nettoyage du chantier :

- chaque titulaire doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux dont il est chargé ;
- chaque titulaire a la charge de l'évacuation de ses propres déchets et déblais jusqu'aux installations d'élimination ou de tri sélectif des déchets, selon la réglementation en vigueur ;
- chaque titulaire a la charge du nettoyage, de la réparation et de la remise en état des installations qu'il a salies ou détériorées.

En cas de non respect par chaque titulaire des exigences de nettoyage de chantier, ci-dessus, le titulaire désigné pour la gestion du compte prorata (lot 2) a la charge de l'évacuation des déchets et déblais jusqu'aux installations d'élimination ou de tri sélectif des déchets, selon la réglementation en vigueur, dans le cadre des dépenses diverses sur compte prorata.

Le maître d'oeuvre se réserve également la possibilité, après simple demande en réunion de chantier non suivie d'effet dans la semaine suivante, de faire intervenir, aux frais des entreprises défailtantes, une entreprise de nettoyage extérieure.

Dépenses sur compte-prorata :

Les dépenses indiquées ci-après font l'objet d'une répartition forfaitaire, dans tous les cas où elles n'ont pas été individualisées et mises à la charge d'un titulaire ou d'un groupe de titulaires déterminé :

- nettoyage du bureau de chantier et des installations communes d'hygiène ;

- consommation d'eau, d'électricité et de téléphone ;
- frais d'exploitation des ascenseurs de chantier ;
- chauffage du chantier ;
- frais de remise en état de la voirie et des réseaux d'eau, d'électricité et de téléphone détériorés ou détournés, lorsqu'il y a impossibilité de connaître le responsable ;
- frais de nettoyage, de réparation et de remplacement des fournitures et matériels mis en oeuvre et détériorés ou détournés, dans les cas suivants :
 - l'auteur des dégradations et des détournements ne peut être découvert ;
 - les dégradations et les détournements ne peuvent être imputés au titulaire d'un lot déterminé ;
 - la responsabilité de l'auteur, insolvable, n'est pas couverte par un tiers.
- frais d'évacuation des déchets et déblais jusqu'aux installations d'élimination ou de tri sélectif des déchets selon les modalités du paragraphe 3.3.

Le titulaire désigné pour la gestion du compte prorata (lot 1) procède au règlement des dépenses correspondantes, mais il peut demander des avances aux autres titulaires. En fin de chantier, il effectuera la répartition des dites dépenses au prorata du montant des situations cumulées de chaque entreprise.

Dans cette répartition, l'action du maître d'oeuvre se limite à jouer le rôle d'amiable compositeur dans le cas où les titulaires lui demanderaient de faciliter le règlement d'un différend qui se serait élevé entre eux.

Si le marché relatif à un lot, autre que celui ou ceux des titulaires affectés à la garde du chantier, est résilié par application des articles 47 ou 49 du C.C.A.G.-Travaux ; la garde des ouvrages, approvisionnements et installations réalisés par le titulaire défaillant devra être assurée par le(s) titulaire(s) du lot principal et ce jusqu'à la désignation d'un nouveau titulaire.

Le(s) titulaire(s) du lot principal n'auront pas la charge des dépenses justifiées entraînées par cette garde.

ARTICLE 4 : CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

4.1-- GARANTIE FINANCIÈRE :

Une retenue de garantie de 5,00 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande, constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché. Il ne sera par contre pas accepté de caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée, dans ce délai, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché c'est-à-dire jusqu'aux opérations de réception, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

4.2 – AVANCE :

Une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 €.HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en oeuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant initial du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100,00 % du montant de l'avance. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

Les documents permettant le règlement de l'avance devront être produits au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte relatif à l'exécution du marché ou de la tranche. Dans l'hypothèse où la garantie à première demande n'est pas constituée dans les conditions ci-avant et où en conséquence le règlement n'intervient pas au plus tard avec le premier acompte, le titulaire perd jusqu'à la fin du marché ou de la tranche la possibilité d'obtenir cette avance.

Nota : Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement ...) que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées à l'article 110 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

ARTICLE 5 : MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES

5.1 – MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES ET PRÉSENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT

Les demandes de paiement seront présentées conformément à l'article 13.1 du C.C.A.G.- Travaux et selon le modèle agréé par le pouvoir adjudicateur ou son représentant. Les acomptes seront réglés mensuellement.

La demande de paiement du mois «m» remise au maître d'oeuvre avant le 25 du mois «m» en cours, sera réglée dans le délai prévu ci-dessous. En cas de transmission après le 25 du mois «m», et sans dépasser le 25 du mois «m+1», le délai de paiement sera décalé d'un mois.

Les demandes de paiement seront établies en un original et 4 (quatre) copies portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du marché ;
- la désignation de l'organisme débiteur

- le relevé des travaux exécutés (constat contradictoire ou simples constatations) accompagné du calcul des quantités prise en compte, effectué sur la base de ce relevé;
- l'état des prix forfaitaires (ils peuvent être fractionnés si l'ouvrage ou la partie d'ouvrage auquel le prix se rapporte n'est pas terminé)
- le montant hors taxe des travaux exécutés ;
- le calcul (justifications à l'appui) des coefficients de révision des prix ;
- le montant, éventuel des primes ;
- le remboursement des débours incombant au maître de l'ouvrage dont l'entrepreneur a fait l'avance, le cas échéant ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables pour chacun des travaux exécutés ;
- le montant total TTC des travaux exécutés ;
- la date de facturation ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des travaux effectués par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des travaux exécutés par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC ;

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours.

Le taux des intérêts moratoires sera celui du taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de sept points.

5.2 – APPROVISIONNEMENTS :

Il n'est pas prévu de verser d'acompte sur approvisionnement.

5.3 – TRANCHES CONDITIONNELLES :

Sans objet.

5.4 – PAIEMENT DES COTRAITANTS ET DES SOUS-TRAITANTS :

L'avenant ou l'acte spécial précise tous les éléments contenus dans la déclaration prévue à l'article 3.6 du C.C.A.G. Travaux.

La déclaration de sous-traitance devra impérativement être établie et diffusée au maître d'œuvre 1 mois avant l'intervention du dit sous traitant.

Modalités de paiement des sous-traitants direct :

Selon la procédure d'échange prévue aux articles 133 à 137 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et à l'article 14.1 de la circulaire du 3 août 2006, le paiement direct s'effectue comme suit :

. le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le pouvoir adjudicateur, adresse sa demande de paiement, et sa facture au nom du pouvoir adjudicateur – la Ville d'ORNEX – au titulaire du marché, sous pli recommandé avec Accusé de réception ou contre récépissé. Il adresse « également » sa demande de paiement et sa facture, accompagnées de l'Avis de Réception ou du récépissé précité, au maître d'œuvre (personne désignée par le pouvoir adjudicateur),

. à partir de cette réception, le titulaire du marché dispose d'un délai de quinze (15) jours pour donner son accord ou notifier son refus au sous-traitant ainsi qu'au maître d'œuvre,

. à compter de la réception de l'accord du titulaire du marché, ou à l'expiration du délai de quinze (15) jours si le titulaire du marché n'a notifié aucun accord ou refus, le pouvoir adjudicateur procède au paiement du sous-traitant, dans le délai supplémentaire de trente (30) jours,

. enfin, le pouvoir adjudicateur informe le titulaire du marché du paiement qu'il effectue au sous-traitant.

Modalités de paiement direct des cotraitants :

♦ En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations ;

♦ En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 13.5.3 du C.C.A.G.- Travaux

ARTICLE 6 : DÉLAI D'EXÉCUTION ... PÉNALITÉS ET PRIMES

6.1 ... DÉLAI D'EXÉCUTION DES TRAVAUX :

Le délai d'exécution de l'ensemble des travaux est stipulé à l'acte d'engagement. Le délai d'exécution de chaque lot s'insère dans ce délai d'ensemble, conformément au calendrier prévisionnel d'exécution qui sera joint en annexe de ce présent C.C.A.P. L'ordre de service adressé au titulaire du lot commençant le premier l'exécution des travaux est porté à la connaissance des entreprises chargées des autres lots.

Calendrier détaillé d'exécution :

A) Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par le responsable de la mission d'ordonnancement-pilotage-coordination (OPC), ou à défaut par le maître d'oeuvre, après consultation auprès des titulaires des différents lots. Le calendrier détaillé d'exécution distingue les différents ouvrages dont la construction fait l'objet des travaux. Il indique en outre pour chacun des lots la durée et la date probable de départ du délai d'exécution qui lui est propre ainsi que la durée et la date probable de départ des délais particuliers correspondant aux interventions successives du titulaire sur le chantier. Après acceptation par les titulaires, le calendrier détaillé d'exécution est soumis par le maître d'oeuvre à l'approbation du pouvoir adjudicateur.

B) Le délai d'exécution propre à chacun des lots commence à la date d'effet de l'ordre de service prescrivant au titulaire concerné de commencer l'exécution des travaux lui incombant.

C) Pour chacun des marchés, en cas de retard dans la notification de l'ordre de service de démarrage des travaux, un délai de six mois est prévu et il est majoré de l'intervalle de temps, résultant du calendrier détaillé d'exécution, qui sépare les dates probables de départ des délais d'exécution propres au lot débutant en premier les prestations d'une part et au lot considéré d'autre part.

D) Au cours du chantier et avec l'accord des différents titulaires concernés, le maître d'oeuvre peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution de l'ensemble des lots fixé à l'acte d'engagement.

E) Le calendrier initial visé au A), éventuellement modifié comme il est indiqué au D), est notifié par ordre de service à tous les titulaires.

6.2 ... PROLONGATION DU DÉLAI D'EXÉCUTION

En vue de l'application éventuelle de l'article 19.2.3 alinéa 1 C.C.A.G.-Travaux, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles, pour la durée totale du marché, est fixé à 10 jours.

En vue de l'application éventuelle de l'article 19.2.3 alinéa 3 du C.C.A.G.-Travaux, les délais d'exécution des travaux pourront être prolongés d'un nombre de jours égal à celui constaté par le Maître d'oeuvre, qui à son appréciation, cause une entrave à l'exécution des travaux.

L'intensité des phénomènes naturels sera constatée sur place par le Maître d'oeuvre et le représentant du Pouvoir adjudicateur.

Le délai d'exécution sera prolongée d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou plusieurs des phénomènes naturels ci-après dépassera les intensités et durées limites ci-après :

| Nature du phénomène | Intensité limite | Durée limite |
|---------------------|---------------------------|--------------|
| Pluie | 25 mm/24 Heures | 3 jours |
| Neige | 5 centimètres | 1 jour |
| Gel | -5°C | 5 jours |
| Vent | 60 km/h entre 7 H et 18 H | 3 jours |

6.3 - PÉNALITÉS POUR RETARD ... PRIMES D'AVANCE

Par dérogation à l'article 20.4 du C.C.A.G.-Travaux, aucune exonération de pénalité ne sera appliquée.

➤ Le titulaire subira, par jour de retard dans l'achèvement des travaux, une pénalité journalière de 100 euros H.T plus 1/200ème du montant hors taxe du marché.

Toutefois, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité, au cas où le retard serait résorbé, de remettre ces pénalités.

➤ En cas d'absence aux réunions de chantier, les entreprises dont la présence est requise se verront appliquer une pénalité forfaitaire fixée à 250 euros HT par absence.

➤ En cas de :

- ◆ Non respect des obligations vis-à-vis du pilote,
- ◆ absence, retrait, réduction, ou insuffisance du personnel du chantier nécessaire au bon déroulement du chantier ou à la continuité ou l'achèvement d'une tâche indispensable à l'achèvement des travaux, tous corps d'état prévus par le calendrier détaillé d'exécution des travaux,
- ◆ Toutes instructions données par le pilote, le Maître d'oeuvre, ou le coordinateur sécurité, santé, non suivies d'effet.
- ◆ non remise de documents, échantillons, tout document nécessaire au Maître d'oeuvre, plans de récolement, procès-verbal d'implantation des ouvrages, etc.,
- ◆ Non évacuation des déblais excédentaires et terre végétale, en dehors des zones prescrites à cet effet,
- ◆ non remise de documents demandés par le maître d'oeuvre, le pilote ou le coordinateur sécurité santé pour un rendez-vous de chantier ou de coordination,
- ◆ non prise en compte des directives du maître d'oeuvre, du pilote ou du coordinateur sécurité santé, relatives au nettoyage du chantier et des voiries,
- ◆ non prise en compte des directives du maître d'oeuvre, du pilote ou du coordinateur sécurité santé, relatives à l'Hygiène et à la sécurité
- ◆ Non remise de documents au contrôleur technique après que celui-ci en ait fait la demande, soit par courrier, soit en réunion de chantier.

Pour chacun des cas visés ci avant, le maître d'oeuvre ou le pilote ou le coordinateur sécurité, santé ou le contrôleur technique pourra demander au Maître d'Ouvrage l'application de retenues égales à 250 (deux cent cinquante) euros hors taxe par jour calendaire de retard.

Les retenues peuvent être cumulées.

ARTICLE 7 : CARACTÉRISTIQUES DES MATÉRIAUX ET PRODUITS

7.1 -- PROVENANCE, QUALITÉ ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS

Le cahier des charges fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution du marché doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges.

7.2 -- VÉRIFICATIONS, ESSAIS ET ÉPREUVES DES MATÉRIAUX ET PRODUITS

Les dispositions des articles 23 à 25 du CCAG travaux concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives sur le chantier sont applicables au présent marché, conformément aux spécifications du C.C.T.P. Le cas échéant, le C.C.T.P. précise et définit les compléments à apporter aux dispositions du C.C.A.G. et du C.C.T.G.

ARTICLE 8 : IMPLANTATION DES OUVRAGES

Les opérations de piquetage sont effectuées contradictoirement avec le maître d'œuvre avant tout commencement des travaux par le(s) titulaire(s) du lot : SANS OBJET.

Le coût du piquetage est compris dans les prix du marché du lot : SANS OBJET.

8.1 -- PIQUETAGE GÉNÉRAL

Le piquetage général n'a pas encore été effectué. Il sera effectué contradictoirement, suivant le degré de précision indiqué au cahier des charges, dans les conditions de l'article 27.2.3 du C.C.A.G.-Travaux.

8.2 -- PIQUETAGE SPÉCIAL DES OUVRAGES SOUTERRAINS, ENTERRÉS, SUBAQUATIQUES OU AÉRIENS

Le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés, tels que canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter et dont l'entrepreneur a reçu du maître de l'ouvrage ou du maître d'œuvre toutes informations nécessaires sur leur nature et leur position, sera effectué contradictoirement avec le maître d'œuvre qui aura convoqué les exploitants des ouvrages dans les conditions de l'article 27.3 du C.C.A.G.-Travaux.

ARTICLE 9 : PRÉPARATION ET COORDINATION DES TRAVAUX

9.1 -- PÉRIODE DE PRÉPARATION -- PROGRAMME D'EXÉCUTION DES TRAVAUX

Il est fixé une période de préparation qui n'est pas comprise dans le délai d'exécution des travaux. Pr dérogation à l'article 28.1 du CCAG/ Travaux, sa durée est de 30 jours à compter de la date de la notification du marché.

Un programme d'exécution des travaux, accompagné du projet des installations du chantier et des ouvrages provisoires prévues à l'article 28.2 du C.C.A.G.-Travaux est établi et présenté au visa du maître d'œuvre, par les soins du titulaire.

Conformément de la section 7 du décret n° 94-1159 du 26.12.1994 modifié, relatif à la sécurité et à la protection de la santé sur les chantiers, le maître d'ouvrage doit réaliser les voies et réseaux divers avant l'ouverture du chantier.

Il est prévu par la section 5 du décret n°94-1159 du 26.12.1994 modifié, l'établissement d'un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (P.P.S.P.S.), après inspection commune organisée par le coordonnateur sécurité. Ces obligations sont applicables à chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants). Ces plans particuliers doivent être remis au coordonnateur dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation.

Dans le cadre de la période de préparation, le coordonnateur pour la sécurité doit effectuer les opérations suivantes :

- Adaptation et modification du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé pour le chantier conformément aux dispositions du décret n° 94-1159 du 26.12.94 modifié.

Dans le cadre de la période de préparation, le titulaire doit effectuer les opérations suivantes :

- réalisation des études et des plans d'exécution complémentaires.

9.2 ... SÉCURITÉ ET PROTECTION DE LA SANTÉ DES TRAVAILLEURS SUR LE CHANTIER

A) Principes généraux

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent marché sous le nom de « coordonnateur S.P.S ».

B) Autorité du coordonnateur S.P.S.

Le coordonnateur S.P.S. doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'oeuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matières de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), le coordonnateur S.P.S. doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

C) Moyens donnés au coordonnateur S.P.S. :

1- Libre accès du coordonnateur S.P.S.

Le coordonnateur S.P.S. a libre accès au chantier.

2- Obligations du titulaire

Le titulaire communique directement au coordonnateur S.P.S. :

- le P.P.S.P.S. ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- la copie des déclarations d'accident du travail ;

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur S.P.S. et les intervenants, définies dans le document visé au présent C.C.A.P.

Le titulaire informe le coordonnateur S.P.S. :

- de toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ;
- de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement ;

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur S.P.S. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur S.P.S. est soumis au maître de l'ouvrage.

A la demande du coordonnateur S.P.S. le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal.

D) Obligations du titulaire vis à vis de ses sous-traitants

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993.

E) Locaux pour le personnel

Le projet des installations de chantier indique, s'il y a lieu, la situation sur plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

L'accès aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 250,00 Euros, sans mise en demeure préalable, en cas de non respect des délais fixés par l'article 9 du présent document.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

9.3 - PLAN D'ASSURANCE QUALITÉ :

Il n'est pas prévu de plan d'assurance qualité.

9.4 - REGISTRE DE CHANTIER :

Un registre de chantier sera tenu dans le cadre de l'exécution du marché pour répertorier l'ensemble des documents émis ou reçus par le maître d'œuvre.

ARTICLE 10 : ETUDES D'EXÉCUTION

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le maître d'œuvre et remis au titulaire. Les plans d'exécution de charpente métallique et charpente bois font exception et sont à la charge des lots concernés.

Les plans d'exécutions fournis ne dispensent pas de la réalisation des plans d'ateliers et de chantiers, qui restent à la charge des entreprises attributaires.

ARTICLE 11 : INSTALLATION ET ORGANISATION DU CHANTIER

11.1 - INSTALLATIONS DE CHANTIER

Le cahier des charges définit les emplacements qui pourront être mis gratuitement à la disposition de l'entrepreneur, pour tout ou partie de ses installations de chantier et dépôts provisoires de matériels et matériaux.

Les lieux doivent être remis en état en fin de travaux.

Le maître d'œuvre se réserve un droit de contrôle sur les installations réalisées par l'entrepreneur.

Le titulaire s'engage au respect de toutes dispositions législatives, réglementaires ou contractuelles relatives aux installations de chantier.

Conformément à l'article 31.1 C.C.A.G.-Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.

Un bureau de chantier pour les réunions, d'une surface d'environ 20 m², sera mis à disposition notamment du maître d'œuvre et du coordonnateur de sécurité par le titulaire du lot principal. Celui-ci assurera, à ses frais, l'éclairage, le chauffage, l'entretien et le nettoyage du local. Ce local sera par ailleurs muni d'un téléphone et d'un fax reliés directement au réseau ainsi que d'une armoire contenant une copie complète du dossier et ses mises à jour (indices de plans...).

Dans ce bureau, l'ensemble des plans sera affiché et tenu à jour par le lot principal.

Les documents couleur devront être imprimés en couleur.

11.2 - EMBLEMENTS MIS À DISPOSITION POUR DÉBLAIS

Sans objet.

11.3 - SIGNALISATION DES CHANTIERS :

Sans objet.

11.4 - APPLICATION DE RÉGLEMENTATIONS SPÉCIFIQUES :

Sans objet.

ARTICLE 12 : DISPOSITIONS PARTICULIÈRES À L'ACHÈVEMENT DU CHANTIER

12.1 - GESTION DES DÉCHETS DE CHANTIER

Conformément à l'article 36 du C.C.A.G.-Travaux, la valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux, objet du marché, est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que « producteur » de déchets et du titulaire en tant que « détenteur » de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste « producteur » de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ces interventions.

Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ces déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité, notamment grâce à l'usage de bordereaux de suivi des déchets de chantier.

Le maître d'ouvrage prévoit, dans un souci d'économie d'échelle, la mise en place d'une organisation commune pour la gestion et l'élimination des déchets, définie à la «Charte chantier vert».

12.2 - REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ÉTAT DES LIEUX

Seules les stipulations du C.C.A.G.-Travaux sont applicables.

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier ne sont pas compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, dans le délai de 8 jours à compter de la date de début des opérations préalables à la réception des travaux, le titulaire devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier. En cas de retard, ces opérations seront faites sous 8 jours aux frais du titulaire responsable dans les conditions stipulées à l'article 37 du C.C.A.G. Travaux, sans préjudice d'une pénalité de 100,00 Euros par jour de retard. Par dérogation à l'article 37.2, au fur et à mesure de l'avancement des travaux, le titulaire procèdera au dégagement et au nettoyage des emplacements mis à sa disposition par le maître de l'ouvrage, ainsi que des locaux dans lesquels il est intervenu. A défaut d'exécution de tout ou partie de ces prescriptions, après ordre de service resté sans effet ou ordre porté au compte rendu de chantier, les matériels, installations, décombres et déchets non enlevés peuvent, à l'expiration d'un délai de 8 jours, être transportés suivant leur nature, soit en dépôt soit à la décharge publique aux frais et risques du titulaire.

12.3 - ESSAIS ET CONTRÔLES DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX

Les essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux, à la charge du titulaire, seront effectués dans les conditions suivantes : cf. CCTP Commun.

12.4 - DOCUMENTS À FOURNIR APRÈS EXÉCUTION

Le titulaire remet au maître d'œuvre dans le délai défini ci-dessous les éléments constitutifs du DOE et les éléments nécessaires à l'établissement du DIUO qui le concerne.

Le contenu du DOE est fixé comme suit, et selon les précisions du C.C.T.P. le cas échéant :

- les plans d'ensemble et de détails, les plans de récolement conformes aux ouvrages exécutés établis par le titulaire, et autres documents conformes à l'exécution (PV essais, essais divers),
- les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages, les spécifications de pose, les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en œuvre établis ou collectés par l'entrepreneur, les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements, les constats d'évacuation des déchets.

Les notices de fonctionnement et d'entretien ..., établies en langue française, ainsi que le dossier d'interventions ultérieures sur l'ouvrage, seront fournis sur papier, au format A4 (21x29,7) ; les plans et autres documents seront fournis pliés au format A4 ; le tout en 3 exemplaires, dont un reproductible à destination du maître d'ouvrage.

Chaque exemplaire sera présenté dans une chemise ou classeur identifié (maître d'ouvrage /opération / n° et intitulé du lot / entreprise).

Tous les éléments constitutifs du DOE et du DIUO devront également être fournis sous forme numérisée au format pdf et dwg, et remis sur support informatique (CD, DVD, autres) en trois exemplaires. Chaque support sera identifié de la même façon que les exemplaires papiers.

Un exemplaire du dossier des ouvrages exécutés sera remis au coordonnateur S.P.S. pour assurer la cohérence avec le Dossier d'Intervention Ultime sur les Ouvrages (D.I.U.O.).

Par dérogation à l'article 40 du CCAG Travaux, l'ensemble des plans et autres documents à fournir après exécution par le ou les titulaires, doivent être remis au maître d'œuvre au plus tard à la date des opérations de réception fixée par le maître d'œuvre.

En cas de retard, conformément à l'article 40 du C.C.A.G.-Travaux, une retenue égale à 3000,00 Euros hors taxes sera opérée, dans les conditions stipulées à l'article 20.5 du C.C.A.G.-Travaux, sur les sommes dues au(x) titulaire(s).

12.5 - TRAVAUX NON PRÉVUS

La poursuite de l'exécution des prestations en cas de dépassement de la masse initiale est subordonnée à la conclusion d'un avenant ou à l'émission d'une décision de poursuivre prise par le pouvoir adjudicateur.

- **Ordres de service :**

En complément de l'article 3.8 du C.C.A.G.-Travaux, les ordres de service (modifications de prix ou de prestations, augmentation du délai d'exécution doivent être signés par le maître d'œuvre puis transmis au maître d'ouvrage pour signature et notification au titulaire du marché.

- **Travaux en plus ou en moins :**

- Le maître d'œuvre, avec l'accord du maître de l'ouvrage, peut modifier, en plus ou en moins, l'importance des diverses parties d'ouvrage, décrites ou non dans le C.C.T.P. Pour l'évaluation du nouveau forfait, il est fait application des articles 14 et 17 du C.C.A.G.-Travaux. La notification est faite par ordre de service.

Par dérogation à l'article 14.5 du C.C.A.G.-Travaux, le délai d'acceptation des prix nouveaux est fixé à 10 jours. Passé ce délai, et à défaut d'observations du titulaire, les prix deviennent définitifs.

- Par dérogation aux 1^{er} et 2^{er} alinéa de l'article 15.2.2 du C.C.A.G.-Travaux, le titulaire n'est tenu d'exécuter des travaux qui correspondent à des changements dans les besoins ou les conditions d'utilisation auxquels les ouvrages faisant l'objet du marché doivent satisfaire, que si le montant contractuel des travaux de cette espèce n'excède pas le cinquième du montant contractuel des travaux.

- Dès lors, le titulaire peut refuser de se conformer à un ordre de service l'invitant à exécuter des travaux de l'espèce définie à l'alinéa précédent, s'il établit que le montant cumulé de ces travaux, prescrits par ordre de service depuis la notification du marché ou depuis celle du dernier avenant intervenu, y compris l'ordre de service dont l'exécution est refusée, excède le cinquième du montant contractuel des travaux.

- Par dérogation à l'article 15.3 du C.C.A.G.-Travaux, l'augmentation limite est fixée, pour un marché à prix forfaitaires, à 20% du montant contractuel.

ARTICLE 13 : RÉCEPTION DES TRAVAUX

13.1 - DISPOSITIONS APPLICABLES À LA RÉCEPTION

Chaque tranche fait l'objet d'une réception. La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux de chaque tranche (tous lots confondus); elle prend effet à la date de cet achèvement.

Le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre sont avisés par chaque titulaire de la date à laquelle les travaux sont ou seront considérés comme achevés. Postérieurement à cette action la procédure de réception se déroule, simultanément pour tous les lots considérés, comme il est stipulé à l'article 41 du C.C.A.G.

Le délai maximal dans lequel le maître d'œuvre procède aux opérations préalables à la réception des ouvrages est fixé à 15 jours à compter de la date de réception de la lettre du titulaire l'avisant de l'achèvement des travaux.

13.2 - RÉCEPTION PARTIELLE ET PRISE DE POSSESSION ANTICIPÉE

La réception partielle des ouvrages, parties d'ouvrages ou ensemble de prestations définis ci- après, est réalisée conformément aux dispositions des articles 42.1 et 42.2 du C.C.A.G.-Travaux.

13.3 - MISE À DISPOSITION DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGES :

Sans objet.

ARTICLE 14 : GARANTIES ET ASSURANCES

14.1 - DÉLAIS DE GARANTIE

Le délai de garantie est conforme à l'article 44.1 du C.C.A.G.-Travaux.

Le délai de garantie des ouvrages, parties d'ouvrages ou ensemble de prestations qui font l'objet d'une réception partielle est conforme aux stipulations de l'article 42.3 du C.C.A.G.- Travaux.

14.2 - GARANTIES PARTICULIÈRES :

Sans objet.

14.3 - ASSURANCES

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire, le mandataire ainsi que les co-traitants doivent justifier qu'ils ont contracté :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil, et au titre de la garantie biennale de bon fonctionnement couvrant les responsabilités résultant des principes de l'article 1792-3 du Code civil.

Les attestations d'assurance, mentionnant l'étendue des responsabilités garanties, établies sur papier entête de la compagnie (ou d'un agent général), devront préciser, outre l'identité de l'assureur, le numéro de police ou des polices, les activités garanties, le montant des capitaux garantis par catégorie de risques.

L'assurance de responsabilité civile décennale devra être en cours de validité à la date d'ouverture de chantier quelle que soit la date d'intervention de l'entrepreneur. Les attestations de courtier ne sont pas admises.

Le titulaire et ses cotraitants éventuels font leur affaire de la collecte des attestations d'assurance de leurs sous-traitants afin de les produire à toute réclamation du représentant du maître d'ouvrage.

ARTICLE 15 : RÉSILIATION DU MARCHÉ

Seules les stipulations du C.C.A.G.-Travaux, relatives à la résiliation du marché, sont applicables.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00 %.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles 44 et 46 du Code des marchés publics ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article 46-I.1^o du Code des marchés publics, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

- **Déroulement du chantier et réunions de chantier**

Le titulaire ou son représentant ayant pouvoir est tenu d'assister aux réunions de chantier planifiées par le maître d'oeuvre et donner les consignes nécessaires au personnel de l'entreprise présent sur le chantier. A l'issue de la réunion, le maître d'oeuvre établit un compte-rendu de chantier transmis à l'entreprise par télécopie et par courrier. Le titulaire est tenu de se conformer aux observations notées sur le compte-rendu. Dans le cas où il en conteste le contenu, il est tenu de formuler ses observations dans les 48 heures suivant la réception par télécopie.

Passé ce délai, le compte-rendu est réputé accepté sans réserve.

- **Mesures coercitives et défaillance de l'entreprise**

- **Autres Pénalités**

- Si le titulaire n'est pas représenté à une réunion de chantier auquel il a été convoqué ou ne se rend pas à une convocation du maître d'oeuvre, il est passible d'une pénalité de 250 Euros.

- Si le titulaire ou son sous-traitant ne se rend pas à une convocation du coordonnateur sécurité pour une inspection commune ou une visite de chantier prévue, il est passible d'une pénalité de 250 Euros hors taxes.

Lorsqu'une mise en demeure est adressée par le coordonnateur sécurité, le titulaire est passible d'une pénalité égale à 3/10000^{ème} du montant du marché par jour de retard constaté.

- La présence de toutes les entreprises aux opérations préalables à la réception est obligatoire. En cas d'absence, le titulaire est passible d'une pénalité de 300 Euros hors taxes.

- Dans le cas où la réception des travaux est prononcée avec réserves et si les réserves ne sont pas levées avant la date fixée par le maître d'ouvrage, une pénalité de 25 Euros HT par réserve non levée et par jour de retard sera appliquée, depuis la date retenue pour la réception jusqu'à la date du constat de levée de la réserve. **Ce constat reste à l'initiative du titulaire.**

- Dans le cas de retard dans la remise de documents à fournir par le titulaire dans le cadre du chantier (réservations, plans de détail...) après demande planifiée du maître d'oeuvre ou de l'OPC, une pénalité de 25 Euros HT par jour de retard sera appliquée.

- **Ajournement des travaux - Défaillance de l'entrepreneur**

- Par dérogation à l'article 48.1 du C.C.A.G. Travaux, le délai pour se conformer aux dispositions du marché ou aux ordres de service, après mise en demeure du maître de l'ouvrage, est ramené à 8 jours.

- Si le maître de l'ouvrage décide d'ajourner les travaux en cours de chantier pour une durée supérieure à un mois, le titulaire responsable de la garde du chantier a droit à une indemnité d'attente et de garde du chantier équivalente à 1/1000^{ème} du montant du marché par mois, jusqu'à la date de l'ordre de service de reprise du chantier.

ARTICLE 16 : DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Les dérogations aux C.C.A.G.-Travaux, explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P., sont apportées aux articles suivants :

L'article 6.3 déroge aux articles 20.1 et 20.4 du C.C.A.G. Travaux

L'article 9.1 déroge à l'article 28.1 du C.C.A.G Travaux

L'article 12.4 déroge à l'article 40 du C.C.A.G. Travaux.